LEMA

EUSKAL INDARRA, ZU ZIRA !

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

N°206 Zkia - Décembre 2015ko Abendoa

HILABETEKARIA
MENSUEL : 2 €



COP 21 : un cap pour le 21e s.
Helburu bat 21. mendearentzat

Interco. Pays Basque p. 2

Elections Régionales p. 5-7

Gernika Batailoia p. 15

Marque Basque Country p. 17

Urte berri on

www.eaj-pnb.eus

eaj pnb

Jeltzaleak / Les Démocrates Basques

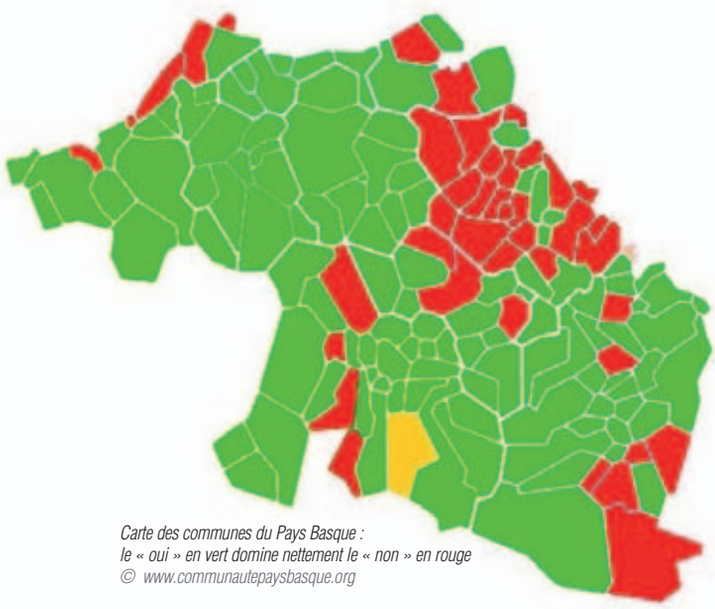
Un oui massif

A une question simple posée par M. le préfet des Pyrénées Atlantiques, les communes du Pays basque ont répondu simplement oui. Oui à une intercommunalité unique réunissant les communes de Ste Engrace à Bayonne. Reste maintenant à transformer l'essai en mai prochain.

Les chiffres se passent de commentaires : 72 % des communes du Pays basque représentant 66 % de la population ont dit oui au schéma départemental de coopération intercommunale, proposé par le préfet des Pyrénées Atlantiques. Un oui massif qui s'est exprimé différemment selon les régions du Pays Basque. Les choses ont été claires pour les communes du Labourd intérieur : 100 % de oui dans les Communautés de communes d'Hasparren, de St Pierre d'Irube ou d'Ustaritz et 83% dans celle de St Jean de Luz/Hendaye. En Basse Navarre, Garazi/Baigorri a également dit « bai « à 83 % tout comme Iholdi-Oztibarre à 77 %. La Soule-Xiberoa a dit oui à 75% et la Communauté de communes de Bidache à 57 %. Voilà pour les partisans de l'intercommunalité unique du Pays basque. A l'opposé, la Communauté de communes d'Amikuze où 74 % des communes ont dit non. Sur celle de l'agglomération Côte basque Adour, le non s'élève même à 80 % (mais il n'y a que 5 communes membres). A noter, une commune, celle d'Esterençuby en pays de Garazi, qui n'a pas réussi à se décider : 5 voix pour, 5 contre.

Quelles leçons tirer de ce vote ?

Il y a les évidences. Le «oui» a transcendé les camps politiques. Il y a un oui de droite, du centre, de gauche et évidemment abertzale. Tout comme le «non» a recruté à droite (Amikuze) et à gauche (Soule-Xiberoa). L'effet «préfet» a beaucoup joué. Neutre par sa fonction tout en étant le représentant du gouvernement, le préfet est le mieux placé pour parler aux élus de toutes tendances. Il y a eu également un effet de groupe : les communes ont voté massivement pour ou contre, selon la tendance de leur Communauté de communes. Seule la Communauté de communes de Bidache a un avis partagé (4 oui, pour 3 non). D'où l'idée que les ténors politiques de chaque zone ont eu leur poids dans les votes. Cela est particulièrement vrai dans le «camp du non». Ce camp est essentiellement circonscris à deux zones : Amikuze, en Basse Navarre et l'agglo côte basque-Adour. En Amikuze, Barthélémy Aguerre a conservé de solides réseaux, notamment chez les élus et dans le monde agricole. La limite ? Il ne réussit pas à peser sur les votes hors d'Amikuze, comme cela était auparavant le cas en Iholdi-Oztibarre et Garazi-Baigorri.



Carte des communes du Pays Basque :
le « oui » en vert domine nettement le « non » en rouge
© www.communautepaysbasque.org

Sur la côte basque, même constat. Les «tenants du non» (Biarritz, Boucau, Anglet, Bidart) règnent en maître chez eux mais n'arrivent pas à convaincre hors de leurs terres.

Et maintenant ?

Au printemps prochain, les 158 communes du Pays Basque émettront cette fois une décision définitive. Si l'on s'en tient au premier vote, le «oui» devrait logiquement l'emporter. Pour le soutenir, des réunions de travail réunissent les élus des 10 intercommunalités existantes. Toutes les questions qui fâchent sont débattues : fiscalité, compétences, représentativité... Des réponses devraient être apportées pour rassurer les partisans du «oui mais» et du «non mais».

Certains «nonistes» n'entendent pas en rester là. Leur dernière chance de faire capoter le projet est de fissurer l'union qui a jusque-là prévalu chez les élus basques. Ex. : Barthélémy Aguerre a annoncé qu'il préférait une intercommunalité basco-béarnaise Amikuze-Sauveterre de Béarn à une seule sur l'ensemble du Pays Basque. Mais à l'heure où le regroupement des intercommunalités est inéluctable, quel est l'intérêt d'Amikuze de tourner le dos au reste du Pays Basque, sachant que le Béarn proche se regroupera tôt ou tard vers Pau ? Manque de vision politique de certains de ses élus, ou calculs plus obscurs ?

Des calculs politiques

Du côté de la côte, on comprend mieux ce qui anime ses élus «nonistes». Une commune riche n'a pas forcément envie de partager avec les autres, d'autant plus si elles sont 153 ! Il semble aussi qu'il y ait quelques motivations politiques : sur la côte, appuyer le «non» est un moyen d'éviter que Jean René Etchegaray, le maire de Bayonne, ne prenne trop d'envergure en devenant le premier président de l'intercommunalité Pays Basque. En Amikuze, c'est la crainte de voir la gauche abertzale prendre de l'importance comme chez sa voisine de Garazi-Baigorri.

En tout cas, des motivations bien éloignées des besoins du territoire à l'heure où le désengagement financier de l'Etat se confirme tout comme celui des autres collectivités. En clair, les 158 communes du Pays basque devront se débrouiller toutes seules pour beaucoup de choses et mieux vaudra alors être groupé que seul.

Il est certain, tout ne sera pas rose. Il y aura beaucoup de débats avant que l'intercommunalité unique ne se mette en place. Cela amène un grand bol d'air frais, loin des replis claniques et des projets a minima. Les Basques aimant les défis, on peut imaginer que ses élus sauront dire « hordago!».

Batxugaitz



Vive l'UMPS

Pas d'amalgame. Pas de vagues. Nous venons d'assister, encore une nouvelle fois à une mascarade, lors des élections régionales. Le groupe U.M.P.S nous démontre que sa stratégie mise en place depuis 40 ans atteint son paroxysme.

Au 1er tour

50 % des inscrits se sont abstenus et 30 % des votants se sont exprimés pour le Front National ce qui fait 65 % de la population qui rejette la politique de nos gouvernants. À chaque fois, ils nous expliquent qu'ils nous entendent, mais le problème de ces politicards, c'est qu'ils n'écoutent pas. Ils sont éloignés des réalités de la vie de tous les jours ; seule la conservation de leur pré carré est importante. Si l'U.M.P.S avait accepté depuis longtemps l'idée d'élections à la proportionnelle, il n'y aurait pas eu cette montée si importante du Front National, et tous les partis pourraient être représentés à l'Assemblée, notamment les centristes et tous les vrais démocrates.

Au 2éme tour

Faire peur avec le Front National, c'est envoyer de l'eau glacée pour réveiller nombre de Français frappés du syndrome de la grenouille. Cela frise le totalitarisme. Qu'y a-t-il de pire que le vide et le néant de notre classe politique ?

Seuls les Corses veulent prendre leur destin en mains et ont réussi à gagner. Rassurez-vous, vaquez à vos occupations, nos politicards n'ont pas besoin de nous, pour le moment. L'U.M.P.S va continuer à vivre sereinement pendant 18 mois. Pour la prochaine course à l'Elysée, le prix du président de la république ira, une nouvelle fois à un vieux canasson ayant souvent couru dans des courses à réclamer. La peur n'exclut pas le danger mais la soumission peut faire beaucoup de mal. Silence, on tourne ; c'est de la fiction. Notre avenir nous appartient, à nous de le changer.

Alain Massonde,
président Herri Biltzar Ipar Lapurdi



À Bilbao, la ferveur basque, au rendez-vous du dernier meeting de campagne des élections législatives.
Bilbon, euskal kartsutasuna, legebiltzarreko hauteskundeen azken mitinan.

Iñigo Urkullu le mieux noté

Elections rime avec sondages. Selon l'un d'eux (signé Gizaker) le lehendakari est le dirigeant de parti le mieux vu en Euskadi, le pire étant Mariano Rajoy sourd aux attentes de la population. Pendant ce temps Olentzero, c'est une première, fait route jusqu'à la mairie de Pampelune...

L'année s'achève sur un sondage (signé Gizaker, diffusé le 5 décembre) favorable au président Urkullu. Il est le seul dirigeant de parti à dépasser le seuil fatidique de la moyenne avec une note de 5,34 sur 10, dans le cadre d'un sondage.

Auprès des Basques, les leaders des principaux partis espagnols, engagés dans la course aux générales bénéficient d'un taux de notoriété très important. 98,7 % pour Mariano Rajoy, 96,5% pour Pablo Iglesias de Podemos, 90,5 % pour le socialiste Pedro Sanchez, 86,2% pour Alberto Rivera de Ciudadanos, Iñigo Urkullu n'étant pas en reste avec un 96,5% de notoriété.

M. Rajoy rejeté

Mais l'action des leaders politiques espagnols est plutôt mal considérée. Rien d'étonnant donc au vu de la fausse « indifférence » qu'il a manifestée à l'égard d'Euskadi pendant son mandat de quatre ans, si la pire note revient au Mariano Rajoy qui a fait la sourde oreille à toutes les attentes basques, en particulier celles concernant le processus de paix enclenché en 2011.

Fort de sa majorité absolue Mariano Rajoy a joué d'un immobilisme total. Pas l'ombre d'un nouveau transfert de compétences (son prédécesseur José Luis Zapatero avait été plus courageux en la matière), pas de révision du Cupo non plus malgré les demandes réitérées du lehendakari. Mais au contraire, des recours enclenchés contre plusieurs décisions prises par le gouvernement d'Euskadi et l'obligation d'appliquer des normes prises à Madrid dans des secteurs relevant de la pleine compétence d'Euskadi comme la Santé. Mariano Rajoy candidat à sa réélection décroche ainsi un infime 1,84 sur 10. Notons que Gaziker a tenu à savoir si les Basques étaient favorables à un processus d'indépendance à la catalane : 63% des sondés disent « non ».



Le lehendakari Urkullu, un leader respecté

Un calme trompeur

EAJ-PNB pleinement engagé dans cette campagne hivernale espère bien tirer son épingle du jeu alors que les aspirations nationalistes basques trouvent peu d'écho en Espagne, maintenant que la violence d'ETA a disparu. Le calme est trompeur car la paix définitive est loin d'être assurée.

L'heure est aussi aux velléités de modification de la Constitution et attaques essuyées par l'autonomie, en particulier le Concierto economico d'Euskadi et le Convenio navarrais garantis par la Constitution de 1978.

Olentzero chez le maire

A l'occasion du 37e anniversaire de cette constitution, Andoni Ortuzar président d'EAJ-PNB a rappelé qu'avec ces générales, le futur d'Euskadi est aussi « en jeu ». Selon le sondage de Gizaker le parti nationaliste basque obtiendrait 30,5% des voix et 6 députés élus, EH Bildu et Podemos 4, PSE-E/PSOE et PP 2, Ciudadans ferait choux blanc. Les résultats réels obtenus dimanche, montrent le décalage avec cette enquête.

Dans ce panorama ultra politisé, Olentzero ne perd pas sa feuille de route : sorti des bois et de sa masure, il emplit sa hotte de friandises pour les petits « qui le méritent », ses poches de charbon pour « les autres ». Bonne nouvelle sur le front des festivités de fin d'année ! Arrivé de Lesaka à Pampelune - où la tradition n'existait pas encore à la fin des années 50 - le charbonnier mythique défilera le 24 décembre comme à l'habitude, mais sera pour la première fois officiellement reçu en mairie de la capitale navarraise ! Evènement heureux (fin d'un long ostracisme) en ces temps où malheureusement, le chômage reste la première préoccupation de la population.

Olentzero à Pampelune. Grand défilé à suivre le 24 décembre dans les quartiers à partir de 18 heures, Casco Viejo et hôtel de ville à 20 heures. La tradition de Noël qui serait originaire de Lesaka s'est peu à peu répandue dans les sept provinces où elle a fini par devenir très populaire.

La Santo Tomas. Jour de foires paysannes le 21 décembre (veille du nouveau solstice d'hiver) dans une multitude de villes d'Euskadi. Parmi les plus courues, Saint-Sébastien et Bilbao, mais aussi Irun, Hondarribia, Azpeitia, Lequeitio, Errenteria...

Expositions. A voir au Guggenheim de Bilbao un large aperçu des œuvres acquises par le musée, panorama d'œuvres contemporaines dont certaines signées Oteiza et Chillida (jusqu'au 3 avril 2016). Et au Bellas Artes de magnifiques affiches anciennes puisées dans les collections du musée (jusqu'au 16 janvier). A Saint-Sébastien découvrir les nouveaux espaces culturels de Tabakalera, la manufacture de tabac construite en 1913.

Régionales en France : Le FN endigué, reculer pour mieux sauter ?

Le FN contenu, mais à quel prix !

La France vient de connaître un soubresaut électoral comme elle n'en avait pas connu depuis ce fameux premier tour des présidentielles de 2002. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : avec 6,8 millions de voix, le FN confirme son statut de troisième force politique nationale. La formation de Marine Le Pen a même gagné 600 000 voix entre les deux tours.

La hausse phénoménale de la participation (+ 9 %), la bonne dynamique du report de voix à gauche (écologistes, divers gauche et communistes) et – dans les deux régions les plus menacées par le FN, Nord-Picardie et PACA -, le retrait des listes socialistes au nom du «front républicain» ont permis de faire barrage aux candidats frontistes. Le FN semble donc, une nouvelle fois, buter sur le «plafond de verre» qui l'empêche d'accèder, seul, au pouvoir, comme autrefois le Parti communiste de l'après-guerre.

Mais combien de temps cette stratégie de l'endiguement fonctionnera-t-elle ? Il faut regarder la réalité en face : plus on ostracise le FN, plus on diabolise son électorat (populaire, ouvrier...), plus on tente de dresser un «cordon sanitaire» autour de lui, et moins on comprend sa progression. Pire, moins on comprend son enracinement.

La stratégie de lutte contre le FN n'est plus celle du combat classique contre l'extrême droite. Il faut proposer des réponses crédibles aux populations inquiètes, en souffrance, en colère. Flatter le désespoir et promettre la lune n'a jamais inversé la courbe du chômage ni fait disparaître l'insécurité. Il faut dire en quoi la philosophie du FN est malsaine et combien ses propositions sont irréalistes. Et surtout, il faut que la droite et la gauche, sans abandonner leur vision de la société et du monde, sachent faire cause commune sur les grands enjeux.

Plus le FN voudra atteindre le pouvoir (et Marine Le Pen en a la volonté), et plus il viendra chasser sur les terres de la gauche (anciens bastions ouvriers, chômeurs, petits retraités...) et de la droite (petits bourgeois conservateurs, anti-européens...).

La droite et le centre, sans projet, sans leader

La droite et le centre remportent sans grande gloire les deux régions les plus convoitées par le FN. On ne peut dès lors que saluer la réaction honnête de Xavier Bertrand et celle, encore plus inattendue,



Jean Yves le Drian, l'art d'être élu sans faire campagne.
© www.oui-la-bretagne.bzh

de Christian Estrosi, qui ont senti le vent du couperet. A eux de ne pas commettre la même erreur que Chirac en 2002.

Une région attire le regard : Alsace-Lorraine-Champagne-Ardennes. Malgré sa forte avance en nombre de voix au premier tour et le maintien chaotique du candidat socialiste, Florian Philippot (FN) échoue brutalement là où il aurait dû remporter facilement la région. Le candidat de la droite et du centre, le très consensuel Philippe Richert réussit le tour de force d'arriver largement premier au soir du second tour. Un exemple à méditer.

C'est donc une victoire en demi-teinte pour Les Républicains et leurs alliés, qui ont bénéficié des reports de voix de la gauche et du sursaut de participation entre les deux tours.

Mais où est passée la plue-value du centrisme à la sauce UDI-Modem ? Plus le FN progresse et plus la droite classique se radicalise. Ce coktail dangereux porte en soi une recomposition de l'échiquier politique : le vote centriste pourrait bien se rapprocher de l'aile sociale-démocrate du PS (ce que François Bayrou n'avait pas réussi à faire avec son Modem) et la droite conservatrice servir de faire-valoir idéologique et de passerelle électorale à la poussée du FN. La «forteresse» Les Républicains est fortement remise en cause, et avec elle, le leadership de Nicolas Sarkozy, qui n'en finit pas de chercher son cap et son tempo.

Heureusement qu'il reste le front républicain à gauche !

Qu'on le veuille ou non, la gauche, dans sa diversité (souvent cacophonique) socialiste-écologiste-communiste résiste. Après tout, la semi-défaite de 2015 n'est jamais qu'un reflux du raz-de-marée de 2004, consolidé en 2010. Le score royal de Jean Yves Le Drian en Bretagne n'est que le énième avatar de l'enracinement de la gauche en Armorique, amorcée il y a 20 ans. Son profil social-démocrate et éminemment breton, vient confirmer une gestion régionale exemplaire. Le score d'Alain Rousset, dans une moindre mesure, confirme également l'enracinement de la gauche dans ses terres ancestrales du sud ouest, élargies au Poitou-Charentes et au Limousin.

Mais les résultats du 13 décembre montrent que le PS ne peut plus se contenter de considérer le vote écologiste et communiste comme une simple réserve de voix. Le PS est condamné à trouver de nouvelles formules d'union ou d'alliance avec ses partenaires (et concurrents) à gauche au risque pour François Hollande ne pas être au second tour des élections présidentielles en 2017.

Manu

Le Pays Basque bascule une nouvelle fois à gauche

Le Pays Basque nord s'affiche clairement à gauche au soir du deuxième tour des élections régionales. La liste fusionnée ménée par Alain Rousset, le président sortant de la région Aquitaine devance ainsi de 6 points la liste d'union de la droite et du centre menée par Virginie Calmels, adjointe bordelaise d'Alain Juppé. La liste Rousset, dans une configuration de triangulaire, ne parvient ni à l'échelle macro-régionale, ni à l'échelle locale, à emporter la majorité absolue en nombre de voix. Mais la performance est malgré tout remarquable.

Les raisons du succès et de l'échec

Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin, comme le Pays Basque, ont certainement validé le bilan positif de l'équipe en place à Bordeaux, malgré la côte de popularité en berne de la gauche au pouvoir : le pouvoir régional socialiste se caractérise par le sérieux, l'ouverture sur fond de social-démocratie et de régionalisme bon teint. Le Pays Basque n'a guère eu à souffrir de cette majorité qui n'a pas hésité à financer Laborantxa Ganbara ou à intensifier la coopération avec le Gouvernement basque d'Iñigo Urkullu ou plus récemment, avec le Gouvernement navarrais d'Uxue Barkos.

Le Pays Basque ne donne plus sa voix aveuglément, comme autrefois, aux candidats de la droite et du centre. C'est un fait désormais constant. Dans ces élections régionales, la liste conservatrice a souffert du défaut de notorité et de présence locale de Virginie Calmels. Et que dire des candidats centristes qui sont aujourd'hui (il nous a fallu du temps pour en être convaincu) les principaux obstacles à l'avenir du Pays Basque, les Barthélémy Aguerre, Michel Veunac et autres Jean-Jacques Lasserre. Les masques sont tombés à l'occasion de la première consultation des communes sur le projet de «communauté unique» pour Iparralde. D'autant que les leaders «positifs» de la droite et du centre, comme Jean Réné Etchegaray, Peyuco Duhart ou Max Brisson ont été tenus en retrait, voire à l'écart. Le jeu des partis et des ambitions mesquines a fini d'épuiser la droite et le centre en Pays Basque. A méditer...

Le troisième homme est une femme...

Qui est ce troisième homme, ce candidat du Front National, qui est parvenu à rassembler 16,10 % des voix au premier tour et encore 15,70 % au second ? Peu importe en fait sa personnalité et son programme. C'est l'ombre de la famille Le Pen, celle qui plâne désormais sur l'ensemble du pays et qui raffle la troisième place, en Aquitaine mais aussi en Iparralde.



Alain Rousset, président symbole d'une métropole bordelaise gagnante
© France 3 régions

Même si le résultat du FN n'a pas chez nous l'ampleur qu'il a pris ailleurs en France, nous ne pouvons pour autant l'ignorer. La question est double : pourquoi et pour quoi ? Peu d'insécurité en Pays Basque, peu de migrants,... mais le sentiment diffus d'être délaissé en milieu rural, d'être méprisé ou pour le moins incompris par les élites parisiennes. Le foisonnement de l'information fait le reste : ce qui arrive dans le monde et à nos frontières arrive chaque soir au JT à notre porte ; ceux qui tombent sous les balles terroristes à Paris tombent aussi à côté de nous par empathie médiatique... Le Pays Basque n'est pas un isolat, un petit paradis, ni même un petit peuple en lutte dans son coin. Les citoyens d'Iparralde et du Sud-Ouest ressentent la même chose que les autres citoyens de l'Hexagone. Et les effets différés et cumulés de ce déphasage social et politique nourissent la lente progression de l'extrême droite.

Un Pays Basque sans candidature abertzale

La nature a horreur du vide... L'absence dans ce scrutin de la gauche abertzale (EH Bai) et du PNB les rayent de la carte électorale pour deux années. Les deux formations abertzale concurrentes, pour des raisons différentes, doivent assumer leur choix. Ou assumer tout simplement leur impuisssance face à des modes de scrutin et des enjeux institutionnels qui leur sont imposés de l'extérieur.

Ce ne sont pas les 3 % de votes blancs, suivant la consigne d'EH Bai, qui y changent grand chose. Ce vote «d'abstention visible» est insignifiant. Les voix de la gauche abertzale se sont certainement réparties, comme d'habitude, entre les listes socialiste, écologiste et d'extrême gauche. Les électeurs du PNB ont sans doute et sans grande surprise reporté leur voix sur la liste de droite et du centre ou sur celle du président socialiste sortant. Les engagements du candidat Rousset en faveur du Pays Basque (communauté unique, statut territorial de l'euskara, agence de développement économique, euro-région basque...) pouvaient, pour cette fois au moins, faire la différence.

Au final, la nouvelle Région apparaît comme le partenaire naturel à privilégier, côté français, pour construire le Pays Basque que nous appelons de nos voeux. Pour parler d'égal à égal, Iparralde doit pour cela achever sa structuration institutionnelle. C'est le défi des mois qui viennent.

Le résultat de la première consultation municipale, ces dernières semaines, est le seul vote qui donne vraiment du sens pour notre territoire. Si ce résultat eclipse pour nous celui des élections régionales, quoi de plus normal !

Manu

Les nationalistes corses au pouvoir

Nous le pressentions. C'est désormais une réalité. Pour la première fois dans l'histoire moderne de l'île, les nationalistes tiennent les rênes de la Collectivité Territoriale de Corse. Une région à statut particulier, allant au-delà des compétences d'une région ordinaire de l'Hexagone ou plutôt « du continent », en langage corse. Un événement majeur qui intervient à un moment clé de la vie politique insulaire. Cette Collectivité deviendra dans deux ans, une Collectivité unique fusionnant avec les deux départements de Haute Corse et de Corse du Sud. Deux années charnière pour préparer cette transformation et obtenir de Paris, le transfert d'un maximum de pouvoir.

Les nationalistes corses n'ont pas boudé leur plaisir. De mémoire de Bastiais, il faut remonter aux exploits du Sporting, en Coupe d'Europe de football, en 1978, pour retrouver pareille effervescence dans les rues de la ville. Après des décennies de labeur militant, cette victoire électorale a provoqué une explosion de joie compréhensible. Au second tour, avec 35.34% et 52 840 voix, la liste d'union nationaliste Pè a Corsica, menée par Gilles Simeoni, l'actuel maire de Bastia, arrive en tête et rafle 24 sièges à l'Assemblée de Corse. Cette liste bénéficie d'une prime en siège pour le vainqueur de l'élection. Il manque seulement 2 sièges aux nationalistes pour bénéficier de la majorité absolue. Paul Giaccobi, le président sortant du Conseil exécutif échoue avec 28.49% et 42 607 voix obtenus, plus de 10 000 voix derrière la liste nationaliste. Ce leader de la branche régionaliste du PRG local menait une liste d'union avec les communistes de Dominique Bucchini, l'autre liste de gauche à avoir dépassé le seuil des 5%, lors du premier tour. La droite menée par Jose Rossi n'a totalisé que 27.07% et 40 480 voix, alors que le FN obtient 4 parlementaires avec 13 599 et 9.09% des voix.



Gilles Simeoni, nouveau Président du Conseil Exécutif de Corse
© www.gillessimeoni.com

Ce succès des « natios » s'explique par une poussée du vote nationaliste, depuis 10 ans. Les autonomistes conduits par des leaders charismatiques, comme Gilles Simeoni et Jean Christophe Angelini ont réussi à percer au niveau électoral. Les succès électoraux les plus emblématiques étaient ceux de M. Angelini, élu conseiller général à Porto Vecchio, en 2011 et M, Simeoni, élu maire de Bastia, en 2014. L'arrêt de la violence du FLNC, en 2014 a rendu possible une union entre nationalistes, lors du second tour. Au premier tour, la liste indépendantiste conduite par Jean Guy Talamoni, obtenait 7.73% des voix alors que la liste autonomiste, menée par M. Simeoni totalisait 17.62% des voix, en se hissant à la 2e place. A noter la présence d'une troisième liste nationaliste, celle du Rinovu qui a réalisé 2.58% et 3 451 voix. Une droite minée par des rivalités internes et un leader de gauche isolé ont facilité la victoire des nationalistes. Les électeurs de deux listes de gauche éliminées dès le 1e tour, ont massivement voté pour la liste d'union nationaliste au second tour.

Les nationalistes sont prêts à tourner la page du système claniste, hyper clientéliste qui a miné la Corse, durant des décennies. L'intérêt privé, celui du clan prenant le pas sur l'intérêt général. A ce propos, ils invoquent « une révolution démocratique » en cours. L'heure est à la prise de fonctions et à l'analyse précise de la situation, avant de mettre en œuvre le programme électoral.

Beñat Oteiza

La polémique sur le discours en corse de Jean Guy Talamoni

Jean Guy Talamoni président de l'Assemblée de Corse, s'exprimant en corse. Quel scandale !! Le français étant la langue de la République, ce discours serait hors la loi. Sa traduction en français était pourtant bel et bien assurée. C'est donc la présence du corse qui a causé problème. Cette tempête dans un verre d'eau illustre bien l'exclusion des langues minorisées comme le corse ou le basque, du champ républicain. Comment peut-on par le rejet, promouvoir la grande valeur de la fraternité républicaine ? Faut-il ressusciter l'abbé Grégoire qui au moment de la révolution assimilait le français à la république ? Tout cela sans prendre en compte l'esprit d'ouverture affiché par MM. Talamoni et Simeoni et la tension que ce discours engendre bien au-delà de la Corse.

Des résultats prometteurs en Alsace et en Bretagne

En Alsace, nos amis d'Unser Land et leur leader Jean Georges Trouillet ont obtenu 67 726 voix et plus de 11% des suffrages. Ils confirment leur poussée des élections départementales de mars dernier et leur place de 3e parti alsacien. Voilà un résultat qui devrait conduire à une réflexion sérieuse sur l'institutionnalisation de l'Alsace. En Bretagne, la liste « oui la Bretagne », conduite par M. Christian Troadec n'a pas atteint son objectif de 10% des voix en Bretagne administrative. Elle obtient néanmoins 6.71% et 80 727 voix et devient la 4e force de la péninsule bretonne, avec une nette progression par rapport à 2010. M. Troadec obtenait 4.29% et 47 109 voix. Une liste indépendantiste a obtenu quant à elle, 0.54% et 6521 voix.

Cop 21 : un cap pour le 21e siècle

Un événement majeur a eu lieu ce mois-ci à Paris. La COP 21 sur le changement climatique a permis de sceller un accord qualifié d'historique. Nous vous proposons de le décrypter avec le regard de responsables du Pays Basque sud, impliqués au plus haut niveau. Un focus sur les acteurs locaux montre à quel point, nous sommes co-responsables de la protection de notre planète. Pour commencer, Ana Oregi, ministre de l'environnement du gouvernement basque, nous livre son analyse.

Cela dépend de nous

L'accord obtenu lors du Sommet du Climat de Paris engage les Etats à diffuser leurs données sur les émissions, les réductions et les actions menées de façon périodique, dans le cadre d'une nécessaire transparence dans la gestion de la vie de la planète. Cela suppose un pas en avant dans le chemin initié voilà 20 ans, lors de la Conférence de Rio. Aujourd'hui, nous avançons dans la gouvernance et dans la transparence. Ses contrôles périodiques prévus par l'Accord, corrigeront les situations anormales qui pourraient se présenter. Nous autres, gouvernements infra-étatiques, régions et pays, avons agi avec la force de persuasion, le travail et en exerçant une pression auprès des Etats. Cela a eu un effet positif, même s'il reste beaucoup à faire. Une nouvelle période commence pour la planète.

Paris a été le théâtre de la plus grande rencontre internationale, durant laquelle, les Etats, les pays, les régions et les villes, ont travaillé pour obtenir que le développement démesuré ne dévore la planète dans laquelle nous vivons. Le Gouvernement Basque, représenté par le Lehendakari Iñigo Urkullu a participé activement à cette conférence de la COP21, de façon conjointe avec les présidents et les principaux responsables institutionnels du Québec, de l'Australie du Sud, d'Ecosse, de Californie, du Bade Wurtenberg ou de Catalogne, pour ne citer que certains des territoires les plus engagés contre l'émission des émissions de gaz à effet de serre, et pour l'adaptation et l'atténuation du changement climatique.

La réduction des émissions de gaz à effet de serre concernera de façon positive, l'ensemble des aspects de l'activité humaine. Il s'agit d'un défi technologique, économique, social et institutionnel qui suppose un changement significatif des activités productives et entrepreneuriales. Aspect majeur : elle requiert un changement de plusieurs de nos comportements, au quotidien.

Bien sûr qu'il aurait été possible d'atteindre un accord plus ambitieux, mais personne n'est dupe du lobbying économique des Etats liés à la production de pétrole qui voient dans



Ana Oregi, une leader des pouvoirs locaux influents, à Paris

l'objectif de la réduction des émissions (jusqu'à 90% pour 2050, par rapport à 2010), une véritable remise en cause de leurs économies. Il s'agit maintenant de les intégrer dans la nouvelle dynamique, initiée par la société pour éviter la surchauffe de la planète, grâce à de nouvelles pratiques soutenables pour chaque activité humaine.

Les Etats sont conscients de la nécessité d'une rapide réduction des gaz, pour atteindre la neutralisation des émissions de gaz à effet de serre, durant la seconde moitié de ce siècle, dans la dénommée « neutralité climatique ». Dans le premier plan stratégique basque sur le changement climatique, nous mettions déjà en évidence la nécessité d'établir des « puits à carbone ».

Feuille de route

L'Accord de Paris nécessite une feuille de route et un système de mesures pour vérifier l'émission de chaque Etat, pour corriger et accroître l'ambition des objectifs de réduction des émissions avec un système de révision quinquennal, sur la base d'évaluations initiées en 2018 et une première révision, en 2021.

Tant en Euskadi que dans le reste de l'Europe, nous nous sommes convaincus que le changement technologique et l'innovation dans les formes de production permettent d'atteindre un objectif qui paraissait utopique. En 2014, l'économie mondiale eut une croissance de 3%. Pourtant, les émissions de CO2 restèrent stables pour la première fois, depuis 40 ans.

En Communauté Autonome Basque, nous évaluons le coût des mesures prévues dans la Stratégie sur le Changement Climatique 2050, à 88 millions d'euros par an. L'activation de ces mesures générera 57 millions d'euros d'activité économique, avec la création de 1030 emplois annuels durant 5 ans. La facture énergétique annuelle du Pays Basque sera réduite de 55 millions d'euros et la diminution des problèmes de santé liés à la pollution supposerait une épargne de 12 à 32 millions d'euros. Il est évident que nous sommes devant une nouvelle opportunité économique.

Le rôle du Gouvernement Basque dans le développement du Sommet du Climat a été important grâce au travail préliminaire et intense de notre administration dans les réseaux de régions et de pays comme The Climate Group, nrg4sd, Encore, Iclei et d'autres organisations soucieuses de la dérive environnementale de la planète. Cet engagement a été reconnu par Philippe Couillard, premier ministre du Québec et Jay Weatherill, premier ministre de l'Australie du Sud, coprésidents avec Iñigo Urkullu, notre Lehendakari de The Climate Group.

Consensus

Ceux qui comme nous avaient travaillé lors de la COP 21, souhaitaient obtenir des engagements ambitieux et contraignants. Mais il n'y a aucun doute que le consensus absolu était très difficile, compte tenu des intérêts de certains Etats encore attachés à de vieilles formes de production, non respectueuses du patrimoine naturel ; un environnement que nous devons préserver comme garantie, pour l'existence des générations futures.

L'ensemble des administrations et des entreprises de la planète, sommes conscients de la nécessité d'investir dans le changement technologique, énergétique et social et surtout dans l'aide aux pays en voie de développement, en particulier, les africains, pour que ces derniers ne répètent pas nos erreurs antérieures. Ces fonds verts prévus dans l'accord de Paris auront également une répercussion positive pour les pays riches.

En Euskadi, nous disposons d'un Programme Cadre Environnemental et d'une Stratégie détaillée sur le Changement Climatique à laquelle participent les administrations, les entreprises et les organisations sociales. Nous travaillons à fond en matière éducative sur la durabilité, au sein de notre Agenda 21 Scolaire et nous cheminons vers une gouvernance multiniveaux, dans la lutte contre le changement climatique. Nos municipalités, groupées au sein du réseau Udalsarea 21 (réseau de communes 21, en euskara) sont un exemple d'engagement européen, en la matière. Ils l'ont démontré ici, à Paris au sein du Compact of Mayor que présentait Anne Hidalgo, la maire de Paris et au sein duquel nous avons participé avec des centaines d'administrations mettant en évidence la présence de Bilbao, Donostia-St Sébastien, Vitoria-Gasteiz, Amurrio ou Legazpi.

La contribution des entités infra-étatiques, exerçant le principe de subsidiarité, est indispensable pour atteindre les objectifs globaux concernant le changement climatique. Cela est peut-être une des principales évidences du sommet de Paris. Les Etats et les Nations Unies se sont rendus compte du travail efficace réalisé par les administrations de proximité. La Communauté Autonome Basque coopère et le démontre dans chacun des groupes de débat présents ici.

Si nous entamons une révision de nos modes déphasés de production industrielle et de nos moyens de transport, si nous apprenons à récupérer et à réutiliser les matériaux que nous produisons, si nous protégeons l'eau et l'atmosphère, si nous développons des politiques solidaires en faveur des sociétés les moins favorisées et si nous apprenons à nos enfants à vivre de façon durable, nous éviterons l'augmentation de la température de la planète à la fin de ce siècle.

Cela dépend de nous. Le pas réalisé par la planète, à Paris peut être très grand.

Ana Oregi
Ministre de l'environnement et politique territoriale du Gouvernement Basque

Paris, le 12 Décembre 2015

Cop 21 : un accord prometteur

Ibon Galarraga est un chercheur, économiste de l'environnement, à l'institut BC3 Basque. Il *« partage l'enthousiasme généralisée »* concernant l'accord de Paris, du 12 décembre dernier. *« Cet accord permettra à mon avis le développement, le suivi et une plus grande ambition sur la politique climatique, ces prochaines années … Nous avons obtenu davantage que ce que nous espérions. ».* Selon M. Galarraga, le succès de cette COP21 dépendait d'un engagement minimal sur 4 thèmes phares : celui d'un accord contraignant, l'approbation des contributions des pays, un engagement sur les financements et la référence à de nouveaux systèmes de gouvernance. Il y a eu des avancées sur ces 4 sujets et quelques autres. Voici selon lui, les points d'avancées majeures :

1- accord global : pour la première fois, nous avons un accord contraignant qui engage la quasi-totalité des pays (186 sur 195) concernant plus de 95% des émissions de la planète.

2-Contrainte : cet accord définit un système de révision et de suivi du degré de réalisation des engagements pris. Il est le même pour tous les pays. Il est transparent et se réalisera tous les 5 ans, avec une première révision dès 2018. Ce mécanisme devrait permettre des avancées importantes pour de futurs engagements.

3–Orientation : l'objectif de moins de 2°C, même si celui des 1.5°C est peu réaliste

4-Financement : l'objectif est de mobiliser au minimum 100 000 millions d'euros, à partir de 2020, pour aider les « pays en voie de développement ». Une répartition des efforts pour doter le fonds est réalisée, avec le fait que certains pays ne soient plus considérés comme en voie de développement. Ces engagements seront révisés en 2025.

5-Gouvernance : référence à la nécessité d'intégrer les politiques climatiques à tous les niveaux et pour toutes les politiques, au niveau local, régional ou national. Il s'agit d'une reconnaissance explicite des politiques climatiques menées par les institutions locales et régionales, mais aussi les entreprises.

Les principales déficiences :

1-Des sujets éludés : l'absence de questions importantes comme la référence spécifique à la « dé-carbonisation » ou à la « neutralité des émissions », concepts fondamentaux pour limiter le réchauffement à 2°C.

2-Manque de précisions : Des concepts trop vagues comme celui d'atteindre « le pic des émissions le plus tôt possible »

3-Décalage engagements/objectif : les engagements pris ne permettent pas pour le moment d'obtenir l'objectif établi.

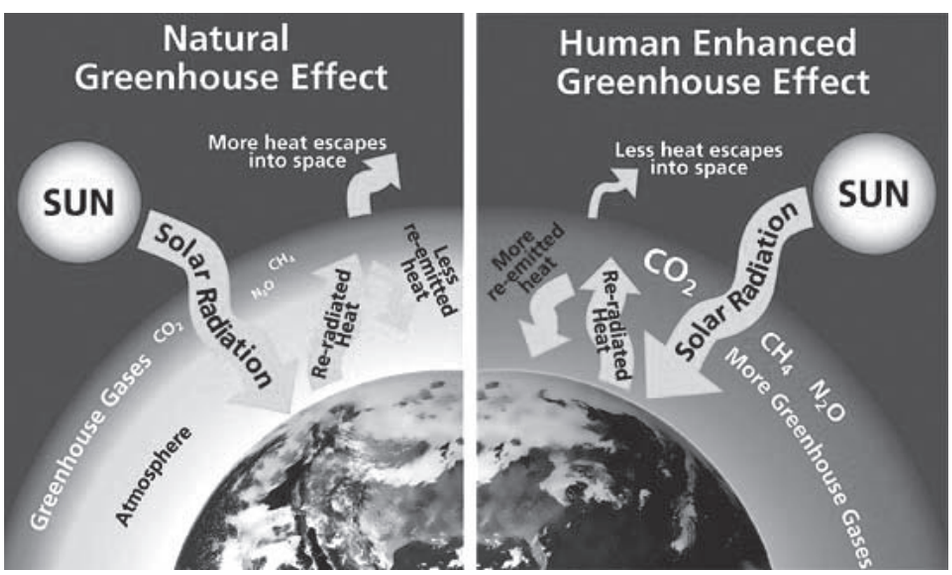
Ibon Galarraga : « les régions ont un potentiel considérable »



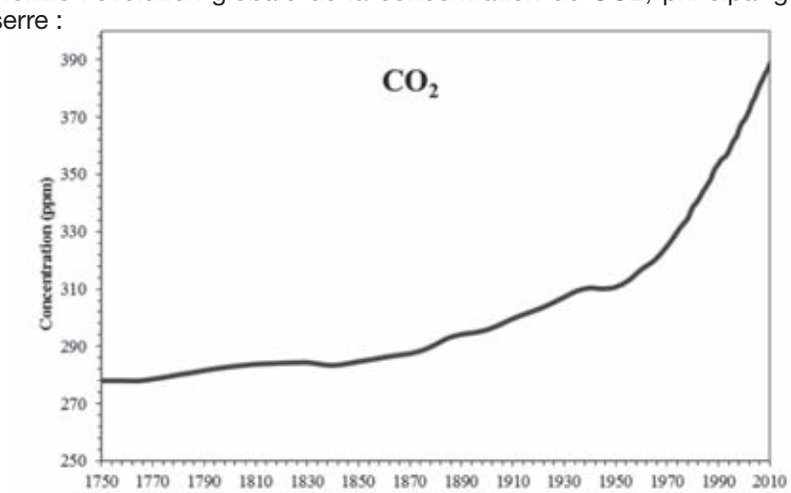
Ibon Galarraga était présent à Paris, il nous permet de mieux comprendre ce phénomène du réchauffement climatique et les réponses à apporter.

En partant du monde pré-industriel, l'objectif d'un réchauffement global de 2°C, jusqu'en 2100 est devenu incontournable. Pourquoi ? Quelle est la logique scientifique, expliquant ce phénomène ?

Le réchauffement global est expliqué scientifiquement par l'accumulation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. En soi, l'effet de réchauffement est un processus naturel indispensable à la vie. Par ce biais, l'énergie solaire entrant dans l'atmosphère permet grâce aux gaz à effet de serre de rester dans l'atmosphère et d'engendrer les températures clémentes que connaît la planète. Le problème survient avec la concentration excessive de ces gaz qui accentue l'effet de réchauffement et la température moyenne de la planète. Le schéma suivant explique cet effet, à gauche, le processus naturel et à droite, le processus engendré par l'homme :



Depuis l'époque pré-industrielle, la concentration des gaz à effet de serre est passée de 280 ppm à 400 ppm. Actuellement, nous observons la plus forte concentration de gaz à effet de serre, jamais connu, depuis 800 000 ans. Le GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat) a clairement montré que cette hausse de la concentration est la conséquence de différentes activités humaines : le transport, l'énergie, l'agriculture, l'industrie, … le schéma suivant montre l'évolution globale de la concentration de CO2, principal gaz à effet de serre :



Comment est mesurée cette température, au niveau mondial ?

Jusqu'à maintenant, la hausse de la température moyenne est de 0.85 °C, selon le dernier rapport du GIEC. Comment cela est-il mesuré ? Il s'agit de la température moyenne de la planète au sol et est issu d'une estimation établie à partir des données de milliers de stations météorologiques et des mesures satellitaires.

Quelles sont les conséquences les plus graves et avérées, avec une hausse de 2°C ?

En Europe, les impacts environnementaux issus de cette hausse de 2°C seraient les suivants : un changement des précipitations et une hausse de l'évaporation. Cela aura un effet dans la quantité et l'apport en eau. Les sécheresses augmenteront de 50%, en particulier, dans l'Europe méditerranéenne et en Afrique. Les températures des jours les plus chauds seront aggravées en ville avec l'effet îlot.

Dans les grandes latitudes, la production de certaines céréales augmenterait, mais dans les endroits les plus secs, la production sera réduite. Voici la source de ces données :

https://www.climate.gov/teaching/resources/impact-global-temperature-rise-2c

Quels sont les principaux obstacles pour limiter le réchauffement ?

Parvenir à une société faible en carbone et en particulier, changer le modèle basé sur les énergies fossiles, grandes productrices de CO2.

Quels sont les principaux champs de recherche pour faire face à ce phénomène de changement climatique ?

J'en évoquerai deux : l'analyse et l'adaptation des voies à prendre pour parvenir à une nouvelle société faible en carbone. Il s'agit de deux axes forts avec de nombreux champs à explorer,

mais globalement, j'évoquerai ces deux axes.

Sur le premier axe, ce qui est particulièrement important est comme évoqué dans la question précédente : comment impulser un changement de modèle énergétique, comme lancer une transition, de façon la plus efficace, d'un point de vue environnemental, économique et social.

Même si des réductions importantes de gaz à effet de serre se réalisent, nous subirons tout de même des effets néfastes, du fait de l'inertie du système climatique. Par exemple, la montée du niveau de la mer ne s'arrêtera pas brusquement, même si les émissions s'arrêtaient. Le champ d'investigation sur l'analyse des politiques et des mesures d'adaptation à prendre est également important.

Qui sont les générateurs de cette pollution ?

Comme on le voit dans ce schéma issu du GIEC, le secteur de l'énergie est celui qui occasionne le plus de gaz à effet de serre. Sont inclus ici la production d'énergie et de chaleur. Le 2e secteur le plus important serait celui de l'agricuture, avec en particulier, la gestion des forêts (et leur déforestation !) et l'utilisation de la terre (l'urbanisation et la transformation des forêts en terres agricoles). Les autres secteurs majeurs sont l'industrie et le transport.

Quel est grosso modo, le rôle principal des différents niveaux de pouvoir : international, européen, étatique et pouvoirs locaux, sur le changement climatique ?

Le niveau international, l'Europe inclus, est majeur sur l'émission des gaz à effet de serre. Mais sur l'adaptation, les territoires et les régions ont un potentiel extraordinaire.

En avril 2015, Jean Jouzel, responsable breton du GIEC affirmait que : « les régions avaient un rôle important à jouer, en particulier, dans la production des énergies renouvelables ». Des territoires à énergies positives émergent ici et là. Que pensez-vous de cela et d'autres rôles que pourraient jouer les régions ?

Oui c'est une réalité. Les régions sont en train de prendre une importance croissante dans les politiques sur le changement climatique. Lors du Sommet de Paris, une donnée intéressante a été publiée : la proposition de réduction des gaz à effet de serre présentée par 44 régions est équivalente à celle proposée par la Chine. Il y a un potentiel extraordinaire à l'échelle des régions !

Pas seulement dans la promotion des énergies renouvelables, mais aussi dans le secteur des transports, des modes de consommation … Sans parler des politiques d'adaptation, comme évoqué dans la question précédente.

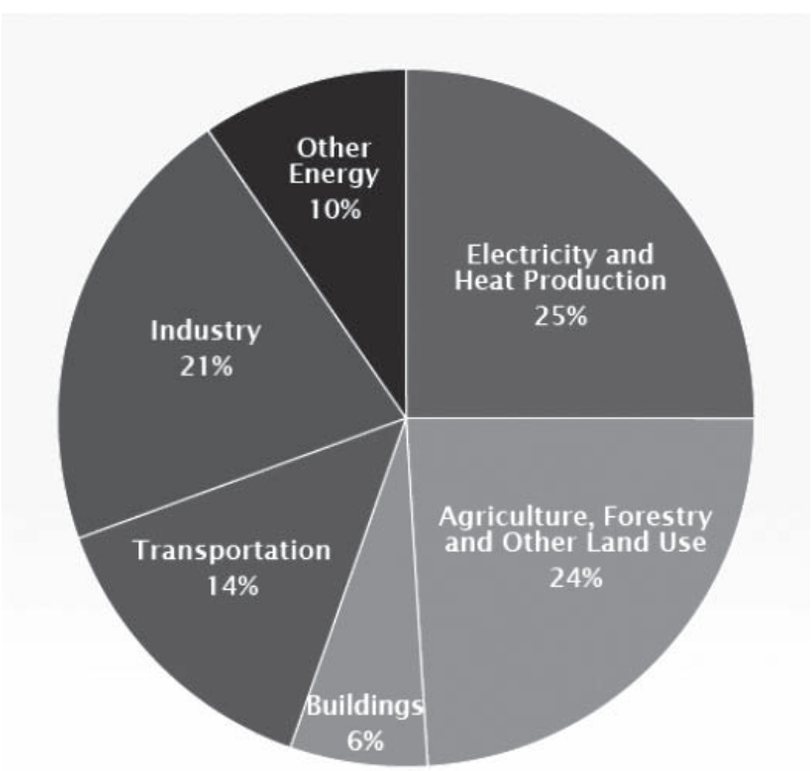
La force des pouvoirs locaux et des régions n'est-elle pas d'être proche des personnes, des entreprises, pour les réunir, les aider à modifier leur comportement, comme dans la rénovation thermique des logements ?

De toute évidence, la proximité contribue à l'efficacité et à modifier les comportements.

Certains pensent que la principale clé du changement consiste à limiter l'offre en carbone, mais que cela est très difficile, compte tenu des intérêts industriels en jeu. Les pouvoirs locaux n'ont-ils pas un rôle important à jouer, dans le fait de limiter la demande en carbone, avec les énergies renouvelables ou les circuits courts alimentaires ?

Oui, c'est exact. Grâce aux énergies renouvelables, à un autre modèle agricole, mais aussi grâce aux transports, comme évoqué auparavant.

Par exemple, en Communauté Autonome Basque, le secteur le plus générateur d'émissions de gaz à effet de serre est l'énergie (35%), suivi du transport (28%), en Navarre, l'énergie est le premier secteur (61%), incluant celui des transports. En Aquitaine, le transport est le premier secteur émetteur (47%), suivi du logement (24%) et de l'énergie (15%).



Source: IPCC (2014); based on global emissions from 2010.

Traduction des items :

Other Energy : Autre énergie
Industry : Industrie
Transportation : Transport
Buildings : Logement
Electricity and Heat production : Production électrique et de chauffage
Agriculture, Forestry and Other Land use : Agriculture, forêt et autre utilisation de terres



Beñat Arrabit : « une chaufferie bois sera financée »

Beñat Arrabit, président jeltzale de la Communauté de Communes de Garazi-Baigorri nous explique la démarche entreprise par cette intercommunalité, avec le Conseil des Elus et la Soule pour être labellisée territoire à énergie positive, par l'Etat. Plusieurs projets seront financés dans le cadre de ce programme et surtout une dynamique est lancée pour promouvoir une énergie propre. Cet exemple illustre la proximité entre acteurs de terrain et pouvoirs publics pour agir efficacement en matière de transition énergétique.

D'où vient la sensibilité écologique qui t'anime ?

Ma conscience écologique est née en 1974, l'année de mes 15 ans. En effet c'est lors de la campagne présidentielle qui a consacré Mr Giscard d'Estaing que nous avons découvert Mr René Dumont qui je crois était le 1er candidat écologiste à se présenter lors d'une élection présidentielle. Cet homme qui avait sans doute un sens de la communication aiguisée réussit il y a 40 ans à nous alerter sur les phénomènes qui nous préoccupent aujourd'hui.

Je retiens évidemment comme beaucoup la mise en scène du verre d'eau qu'il a bu en direct. Cet acte simple, qu'il nous présentait comme un événement dans le futur, du fait de la pollution qui ne manquerait pas de rendre cet élément indispensable de la vie, rare à l'avenir. Bien d'autres thèses étaient développées lors de ses interventions mais la pollution de l'eau est pour ma part celle qui m'a marqué. Comment imaginer en 1974 pour un gamin que l'eau viendrait à se raréfier au Pays Basque alors que nous consommions directement dans les ruisseaux, cette eau que la nature nous donnait généreusement…

Et bien je l'ai prise au sérieux car il était inimaginable pour moi que cet agronome qui se présentait aux élections présidentielles puisse dire des sornettes à la télévision et ce devant la France entière. C'est vraiment alors que j'ai été sensibilisé et à l'écoute depuis, sur les thèmes de l'écologie ; mais je suis toujours un élève perfectible en la matière et j'ai l'humilité de reconnaitre que je contribue malgré tout au dérèglement de cette belle vieille terre qui nous accueille.

La Communauté de Communes de Garazi-Baigorri a été reconnue comme un territoire à énergie positive par le ministère de l'environnement. Idem pour la Soule-Xiberoa. Pourquoi et comment avez-vous réussi à obtenir cette reconnaissance ?

La communauté de communes de Garazi/Baigorri a été retenue comme territoire à énergie positive suite à l'appel à projet pour lequel nous avons candidaté en novembre 2014.Il fallait être très réactif et c'est parce que nous avons présenté des projets sur lesquels nous planchions déjà et qui répondaient aux cahiers des charges que nous avons été retenus avec la communauté de Soule /Xiberoa et aussi le conseil des élus du Pays Basque.



Un nouveau système énergétique pour la fondation Luro
© www.fondation-luro.fr

Transports propres, bâtiments énergétiquement efficients, économie circulaire, énergies renouvelables, biodiversité et urbanisme durable, éducation à l'environnement sont les notions clés retenus par le Ministère. Dans un territoire comme Garazi-Baigorri, quels sont les points forts et ceux qui restent à approfondir ?

Je serai tenté de dire que c'est parce que l'union fait la force et que toutes les thématiques sont traitées non pas par communauté mais grâce à l'addition des 3 structures représentant le Pays Basque que le ministère nous a retenues. Si cela était un examen, une mention très bien aurait été apposée sur le diplôme qui trône dans nos locaux. La qualité du travail et des projets, fruit de l'engagement de nos techniciens respectifs a été reconnue au ministère de l'écologie, je tiens à le souligner.

Quelle est votre stratégie communautaire pour réduire au maximum les besoins en énergie et couvrir le reste par une production renouvelable locale ?

C'est dans le cadre de la démarche Tepos, initiée par la région d'Aquitaine, qu'une étude sur la dépendance énergétique –électrique a été menée par une société locale nommée Capterre. Ce cabinet a étudié notre territoire et nous avons pu constater l'importance de la production hydraulique de nos moulins qui produisent de l'électricité à hauteur de 20% de notre consommation globale. La production des installations photovoltaïques intervient pour 2%.

Notre dépendance à la ligne de haute tension qui nous irrigue apparait d'une façon criante. Afin de moins consommer d'électricité, nous avons l'absolue nécessité de rénover par l'isolation nos bâtis anciens car l'habitat consomme 51% de la production électrique. Nous devons également prendre en considération le potentiel énergétique de nos forêts. Une étude complémentaire a été également commandée à Capterre pour appréhender la faisabilité d'une chaufferie bois pour le futur centre aquatique. Finalement la fondation Luro, ayant la même problématique, c'est l'ensemble du quartier qui a été analysé.

Quels sont les appuis techniques dont vous avez bénéficié pour mettre en place cette démarche ambitieuse ?

C'est évidemment grâce à l'appui des cabinets d'étude que nous pouvons mettre en place cette politique énergétique mais aussi grâce aux techniciens qui travaillent au sein de nos collectivités.

Quels sont les projets de votre intercommunalité que le ministère aidera à financer ?

Les projets retenus concernent tout d'abord la rénovation par l'isolation et la mise en place d'une chaufferie bois d'un établissement dont nous sommes propriétaires et qui accueille des enfants polyhandicapés. D'autre part, une étude et la mise en place d'une nouvelle organisation des déchets devrait être aidée lors de la deuxième phase qui démarre en 2016. Le projet de chaufferie bois qui concerne les besoins de la piscine communautaire ainsi que ceux de la fondation Luro sera pris en charge dans le cadre d'un fond chaleur de l'Ademe. Les financements TEPCV aideront aussi la mise aux normes pour économiser la consommation électrique de l'éclairage public de nos communes.



La forêt d'Iraty, fournisseur d'un bois énergie à exploiter de façon durable
© www.montagne.paysbasque.com

Quels sont les potentiels en énergie renouvelable de votre territoire ? L'expérience de Sugarai avec le bois-énergie est-elle soutenue ?

Le projet Sugarai de valorisation de la forêt de la vallée de l'Hergarai mérite aussi un regard attentif mais il n'est pas encore complètement ficelé. La Communauté de commune est rentrée dans le capital de la SCIC pour accompagner les débuts de la future structure.

Des sigles clés de la transition énergétique

Ademe (Agence de l'environnement et de maîtrise de l'énergie) : C'est l'opérateur de l'État pour accompagner la transition écologique et énergétique. Cet établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) est placé sous tutelle conjointe du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie et du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'Ademe met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre, et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit.

Tepos (Territoires à énergie positive) : il s'agit des territoires résolument engagés dans la transition énergétique. Selon le site : tepos.fr : *« Un territoire à énergie positive vise l'objectif de réduire ses besoins d'énergie au maximum, par la sobriété et l'efficacité énergétiques, et de les couvrir par les énergies renouvelables locales («100% renouvelables et plus»). L'accomplissement de la transition énergétique représente la fin première (rôle constitutif) du territoire à énergie positive : elle répond aux enjeux fondamentaux du changement climatique, de l'épuisement des ressources fossiles et de la réduction des risques industriels majeurs à l'échelle du territoire ».*

Tepcv (Territoires à énergie positive et pour la croissance verte) : selon le ministère de l'écologie : un territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEP-CV) est un territoire d'excellence de la transition énergétique et écologique. La collectivité s'engage à réduire les besoins en énergie de ses habitants, des constructions, des activités économiques, des transports, des loisirs. Elle propose un programme global pour un nouveau modèle de développement, plus sobre et plus économe. Six domaines d'action sont prioritaires dans ces territoires : la réduction de la consommation d'énergie : par notamment des travaux d'isolation des bâtiments publics, l'extinction de l'éclairage public après une certaine heure… la diminution des pollutions et le développement des transports propres : par l'achat de voitures électriques, le développement des transports collectifs et du covoiturage… le développement des énergies renouvelables : avec par exemple la pose de panneaux photovoltaïques sur les équipements publics, la création de réseaux de chaleur … la préservation de la biodiversité : par la suppression des pesticides pour l'entretien des jardins publics, le développement de l'agriculture et de la nature en ville …. la lutte contre le gaspillage et la réduction des déchets : avec la suppression définitive des sacs plastique, des actions pour un meilleur recyclage et diffusion des circuits courts pour l'alimentation des cantines scolaires…. Et enfin, l'éducation à l'environnement : en favorisant la sensibilisation dans les écoles, l'information des habitants…

Une Agence pour fédérer les énergies !

Une Agence Locale de l'énergie et du climat pour le Pays Basque ? Cela pourrait ressembler à un nouveau machin. Mais en l'occurrence, le contenant, le type de structure à créer est en soi aussi intéressant que le contenu, les missions que cette Agence pourrait mener.

EAJ-PNB défend ce projet depuis les élections européennes de 2014. Cela mérite évidemment une explication, à l'heure où la question énergétique est devenue le point central de la lutte contre le réchauffement climatique. L'idée d'une Agence Locale de l'énergie et du climat n'est pas une invention d'EAJ-PNB. Il en existe une cinquantaine, à travers la France. Flame : la fédération des agences locales de maîtrise de l'énergie et du climat est chargée de défendre leurs intérêts, tant en France qu'en Europe. Les premières agences voient le jour sous la triple impulsion de l'Union Européenne, de l'Ademe et de quelques collectivités locales.

Une Agence locale de l'énergie en Pays Basque ?

L'implication progressive des Collectivités Locales dans la maîtrise de l'énergie explique la progression continue de ces agences. Leur principal objet est de « promouvoir l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables ». Ce projet est-il juridiquement compatible avec une intercommunalité unique du Pays Basque ? Cette nouvelle intercommunalité disposera d'un maximum de compétences, pour se rapprocher au maximum d'une Collectivité Territoriale spécifique du Pays Basque. Cela rend probable la prise en charge d'un maximum de compétences optionnelles, facultatives et supplémentaires.

Dans le cadre le plus probable d'une Communauté d'Agglomération, la 4e compétence optionnelle mentionne clairement : *« en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de la politique du cadre de vie : la lutte contre la pollution de l'air, la lutte contre les nuisances sonores, le soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ».* Le thème de l'énergie est transversal. Il concerne des compétences obligatoires comme la gestion de zones économiques et des actions de développement économique, concernant la promotion de filières économiques liées aux énergies renouvelables. L'organisation de la mobilité, concerne les transports doux, comme la marche et les pistes cyclables ou encore les transports collectifs, comme les bus ou les tramways. Idem pour la maîtrise du foncier, à travers les SCOTs et PLU, en favorisant une organisation limitant les déplacements et les émissions de gaz à effet de serre. Le volet logement social inclut la rénovation thermique des bâtiments. La collecte et le traitement des déchets des ménages impacte évidemment sur les comportements citoyens vertueux concernant la réduction maximale des emballages, par exemple.

Quasiment toutes les compétences obligatoires d'une Agglomération contiennent une dimension énergétique. Idem dans le cadre de la Communauté Urbaine.



Une maison en bois et en paille, promu par l'Agence locale de l'énergie du pays de Saint-Brieuc
© www.letelegramme.fr

S'inspirer des pays bretons

A travers la France, des Agences locales de niveau départemental comme Lozère énergie, ALE de la Nièvre ou ALEC 42 coexistent avec des Agences de niveau intercommunal, comme celles des métropoles de Montpellier, Marseille ou Lyon ou celles des pays bretons, plus proches de la configuration basque : ALE du pays de Saint Brieuc et ses 195 000 habitants ou ALE du pays de centre ouest Bretagne avec près de 105 000 habitants. La Bretagne et ses pays est le 2e territoire le plus pourvu en ALE (6), après l'Ile de France (7). En 1994, la Commission Européenne obligeait à une taille territoriale minimale de 100 000 habitants, pour reconnaître une agence locale. Là encore, le Pays Basque et ses 300 000 habitants remplirait ce critère d'admissibilité européenne.

Une gouvernance pour réunir

La gouvernance est également particulièrement adaptée au Pays Basque. Dans la lignée des pays bretons, le Pays Basque est riche de la diversité des acteurs mobilisés et de leurs initiatives novatrices. Dans le domaine de l'environnement, le territoire de lancement des Alternatiba, ne fait pas exception à la règle : monnaie locale, économie sociale dans les énergies renouvelables, circuits courts, EHLG et l'agriculture paysanne, Bizi, intercommunalités labellisées territoires à énergie positive…

Ces Agences de statut associatif ont pour intérêt majeur de réunir cette diversité d'acteurs. Celle du pays de Saint-Brieuc, composé de plusieurs intercommunalités (avant la loi NoTRE) réunit par exemple les collectivités locales, des associations, des entreprises et des particuliers.

Sur le plan financier, il s'agit de structures légères, en capacité de réunir des professionnels de haut niveau. Cette structure est également configurée pour attirer sur place des financements extérieurs, notamment de l'Union Européenne.

Lors du prochain numéro, nous aborderons les missions les plus habituelles, prises en charge par les Agences Locales de l'énergie et du climat.

Beñat Oteiza

Gernika Batailoia, askatasunaren itxaropena 1945-2015

Gernika ez da bakarrik 1937ko bonbardaketa edo Picassok egin zuen margoa Munduko Bigarren Gerlaren entsegu orokorra salatzeko. Gernika, talde militar baten izena da ere. 1945eko apirilaren 14tik 20a arte, gatazka biziki odoltsuaren azken egunetan, Gernika Batailoia borrokatu zen Frantzia libratzen laguntzeko Pointe de Grave eskualdean, Médoc lurraldean. 1944ko abuztuan, Bordele libratua izan zen baina bertatik ihes egin zuten alemanak itsas bazterrerat joan ziren gotorleku indartsuetarat, Atlantikoko boltsetarat: Médoc, Royan, Ré eta Oléron ugarteetarat hain zuzen. Gerla zibila galdu ondoren ihes egin zuten zenbait euskal herritarrek batailoi bat osatu zuten demokraziaren alde borrokatzen segitzeko. Erbestean zen Eusko Jaurlaritzak, Jose Antonio lehendakaria buru zela, eta Kepa Ordokik sortu zuten talde militarra aliatuak laguntzeko.

Erbestean ziren euskaldunak laster bildu zituzten denek uste baizuten gerla bukatzean aliatuek laguntza emanen zietela Franco botatzeko eta gisa hortan Euskadi askatzeko. Aldaketa hori pentsatua izan zen eta 1945ean berean Charles de Gaulle jeneralak euskal gudariei erran zien Frantziak ez zuela sekulan ahantziko euskaldunek egin zuten indarra eta sakrifizioa. Halere, Franco hogoita hamar urtez gehiago egon zen agintean eta ohean hil zen lasai. Itunik ez zegoenez traiziorik ez zela gertatu diote historialari batzuek. Gudariek, ahatik, biziki gaizki bizi izan zuten hitza ez errespetatua izatea.

Euskaldunek bederen egin behar zena egin zuten beren bizia eskainiz 5 gudari hil baiziren Médoc eskualdeko borroketan eta bertze hogoi bat kolpatu. Bere memorietan Agirre lehendakariak dio auzokideen etxean sua delarik laguntzerat joan behar dela trukean deus itxaron gabe. Euskaldunek askatasuna defendatu zuten etxetik urrun ere.

Dokumentala Gernika Bataloi hortaz

Euskal Telebistak eta Baleuko ekoiztetxeak historia ezezagun hori argitarat ematen duen dokumentala aurkeztu dute berriki. Euskaraz eta gaztelaniaz egin den filmak harrera biziki ona izan zuen Gernikan urriaren 7an egin zen estreinaldian bai eta ondoko egunetan ETB1 eta ETB2n egin ziren erakustaldietan. France 3 telebistak erakutsiko duen frantsesezko bertsioa estrenatuko da 2016ko udaberrian. Euskal Herria, Bordele eta Pointe de Graveko herrietan bertan erakustaldiak eginen dira ondotik.



Gironden, Ohorezko desfilean, Gernikako batailoiaren ikurriña, beste banderekin batera

Francisco Pérez, Paco, 93 urteko gudari irundarra da filmaren protagonista nagusia. Familia osoa eta lagunak jazarriak zirenez borrokatzea erabaki zuen ondotik mugalari izan denak. Munduko Bigarren Gerla denboran Akitanian egin zituzten borrokak aipatzeaz gain, ahoan bilorik ez duen gudariak azaltzen du 114 euskal herritar, bera barne, Pariserat joan zirela gatazka bukatzean amerikarrengandik goi mailako formakuntza jasotzera. Misio sekretuaren helburua zen Ertzaintza sortzea Euskadirat itzultzeko, herrialdea askatzeko eta ondotik barne segurtasunaz arduratzeko 1936ko autonomia estatutuak aurreikusten zuen bezala.

70 urte geroago, orroitzeko

Dokumentalak biltzen ditu, bertzeak bertze, Iñigo Urkullu lehendakaria, Mikel Epaltza erretorea, Angela Arrizabalaga, José Ramón Atorrasagasti, eta Jon Ander Prieto gudarien senideen lekukotasunak. Publiko osoari, eta bereziki gazteei zuzentzen den ikus entzuneko lanak fikziozko sekuentziak tartekatzen ditu narrazioa biziagoa eta erritmotsuagoa izan dadin.

Orain arte, Euskal Herrian sekulan agertu ez diren irudiak, argazkiak eta agiriak agertzen ditu filmak. Halaber, oraindik bizi diren eta Gernika Batailoiarekin harreman zuzena duten gudari, senide eta historialari guziak biltzen dira lehen aldikoz 70 urte geroago. Gernika Batailoiaren ekarpena ezin baita ahantzi eta duintasun haundiko euskaldunen izen ona Euskadin eta munduan zehar ezagutarazi behar baita...

Franck Dolosor

Un bataillon nommé...Gernika !

Gernika n'est pas uniquement le bombardement nazi du 26 avril 1937 contre le village symbole des libertés du peuple basque ou le tableau de Picasso qui montre l'horreur de la répétition générale de la Seconde Guerre Mondiale. Gernika est aussi le nom du seul bataillon basque à avoir participé à la libération de la France pendant les derniers jours du conflit du 14 au 20 avril 1945 à la Pointe de Grave, dans le Médoc. Le Bataillon Gernika, membre du Régiment Mixte Étrangers et Marocains et de la Brigade Carnot, a collaboré à la libération de Vendays-Montalivet, Soulac et Le Verdon occupés par les allemands qui avaient été chassés de Bordeaux fin août 1944.

Le documentaire «Gernika Batailoia» retrace l'épopée du groupe de Basques du sud qui après avoir perdu la guerre civile s'étaient retrouvés en exil en France et avait décidé de continuer à combattre pour la démocratie et la liberté et contre le fascisme. 5 gudaris sont morts au combat et une vingtaine blessés. Le documentaire en basque et en espagnol sera bientôt traduit en français et diffusé sur France 3. Des projections publiques auront également lieu au printemps au Pays Basque, Bordeaux et dans les communes concernées de la Pointe de Grave.

Autokritikaren balioei buruzko jardunaldiak

Duela hilabete bat izan dira jardunaldiok Donostiako San Telmo museoan, eta ordezkari politikoak, biktimak eta ETAko preso ohiak elkartu dira. Globernance erakundeak antolatu ditu jardunaldiak, Bakegintza eta Bizikidetzarako Idazkaritza Nagusiarekin eta Donostia 2016rekin lankidetzan.

Bizikidetzaren bila

Eusko Jaurlaritzako Bakegintza eta Bizikidetzarako idazkari nagusiak, Jonan Fernandezek, Autokritikaren Balioak izeneko jardunaldiak inauguratu ditu. Gobernantza demokratikorako Globernance erakundeak antolatu du hitzordua, Eusko Jaurlaritzaren eta Donostia 2016ren lankidetzarekin.

Fernandezek adierazi du normalizazio politikoan aurrera egiteko oztoporik handiena iragana dela. Terrorismoak, indarkeriak, suminak edota banaketak zailtasunak sortzen dituzte bizikidetzarako adostasuna topatzeko garaian. Fernandezen esanetan, iraganeko autokritikak balio dezake gaur egungo bizikidetzak dituen trabak gainditzeko. Bere ustez, tankera honetako espazioei esker, orainari eta etorkizunari begiratzeko konfiantza sortuko da, iraganari buruzko balioespen kritikoa eta partekatua eginda.



Jonan Fernandez, bakea egunero eraikitzen
© www.irekia.euskadi.eus

Trabak gainditu autokritikari esker

Jardunaldiek autokritika izango dute muin, gaikako hiru bloketan antolatutako ponentzien eta hitzaldien bidez: «autokritikaren teoria eta etika» eta «autokritikaren erabilera bakegintzako prozesuetan» jorratuko dute ostiralean, eta larunbatean, berriz, «biktima gisa izandako dimentsio pertsonala eta bizipenak». Haietan, ordezkari politikoak, elkarteetako zein unibertsitateko eragileak, biktimak eta ETAko preso-ohiak izango dira. Nazioarteko Zuzenbide Pribatuko katedradunak eztabaidetako ondorioak irakurri ditu, eta Iñigo Urkullu lehendakariak amaitu du ekitaldia.

Zuzendu programa

Bakegintza eta Bizikidetzarako idazkari nagusiak azaldu duen moduan, Eusko Jaurlaritzak sustatu du ekimen hau, Zuzendu programaren espirituarekin bat; hain justu, giza eskubideen alorrean autokritikaren pedagogia sustatzea, aurtengo apirilean lehendakariak aurkeztu zuen bezala. Zuzendu programak, halaber, konfiantza, lankidetza eta adostasuna sustatu nahi ditu esparru politikoan, bizikidetza normalizatzeko helburuz.

Lehendakariak 2015eko René Cassin saria banatu die “Frankismoaren krimenen aurkako kereilaren euskal plataforman” antolatutako euskal biktima kereilariei

Iñigo Urkullu lehendakariak 2015eko René Cassin Giza Eskubideen saria banatu die “Frankismoaren krimenen aurkako kereilaren euskal plataforman” antolatutako euskal biktima kereilariei. Bakegintza eta Bizikidetza Idazkaritza Nagusiak ematen du sari hori eta urtero abenduaren 10ean, Giza Eskubideen Egunean, egiten den ekitaldian banatu zaie biktimei, Iñigo Urkullu lehendakaria ekitaldiaren buru dela.

Epaimahaiak pertsona talde horrek egindako lana saritu nahi izan du aurten ; izan ere, justizia unibertsalaren defentsaren esparruan gauzatzen du talde horrek bere jarduna, giza eskubideen urraketa larrien aurka egiteko tresna gisa.

Hautagaitza hori saritzearen xedea da esandako plataformaren inguruan antolatutako euskal biktima kereilari guztiei errekonozimendu morala egitea. *“Ia 200.000 pertsona hil zituzten Estatuan epaiz kanpoko exekuzioen eta derrigorrezko desagerpenen bitartez, eta horietako 9.800 Euskadin hil zituzten”,* azaldu du lehendakariak. Haren iritzian, *“ez dira gertaera bakanak”*, eta horregatik uste du sari hau *“inpunitatearen kontrako mezu demokratiko bat”* dela *“juridikzio unibertsalaren printzipioa defendatzen”* laguntzeko.



René Cassin sariak, giza eskubideen promozioa
© www.irekia.euskadi.eus

Bake eta Bizikidetzarako idazkari nagusia den Jonan Fernandezek irekiera eman dio ekitaldiari. Epaimahaiak plataforma hori saritzeko erabakia hartu zueneko akta irakurri ondoren, plataforma horretako lau kide hauek hartu dute parte ekitaldian: Josu Ibargutxik, Julia Mongek, Josefa Berasteguik eta Luis Ortizek. Beren bizipenak eta erakundean egiten duten lana azaldu dute.

René Cassin saria

René Cassin saria Eusko Jaurlaritzak sortu zuen, beren jardunaren bitartez gure gizartean giza eskubideen balioak nabarmenki sustatzen laguntzen duten pertsona fisiko nahiz juridikoen lana publikoki aitortzeko helburuz.

Rene Cassin jaunaren oroimenez ezarri zen sariaren izena. René Cassin Baionan jaio zen 1887an ; Giza Eskubideen Aldarrikapen Unibertsalaren inspiratzaile nagusia izan zen 1948an; eta Bakearen Nobel saria eman zioten 1968an.

Un pays nommé “ Basque Country ”

En 2012, lors de la dernière campagne électorale au Parlement Basque, EAJ-PNB et son candidat Iñigo Urkullu avaient promis le lancement d’une marque territoriale « Basque Country ». Ce projet est désormais lancé.

Iñigo Urkullu, devenu le Lehendakari du Gouvernement Basque a tenu parole : la marque « Basque Country » est désormais sur les rails et devient familière pour ceux et celles habitués des événements sportifs et festifs du Pays Basque sud. Cette marque a pour objet de promouvoir la Communauté Autonome Basque, à travers le monde. La crise économique a mis en évidence une nécessité croissante : trouver des marchés, des solutions, à l’international. Elle a été le stimulant du projet « Basque Country », à une époque où le « made in Spain » est particulièrement négatif.

La motivation initiale est donc bien différente de celle affichée par le Conseil de Développement du Pays Basque. Objectif important : protéger en particulier, les produits agroalimentaires fabriqués, en Pays Basque nord, des contrefaçons marketing, de produits bénéficiant abusivement de l’image positive de notre territoire.

Programme ambitieux

Réflexion collective, débats interminables, tergiversations, puis mise en sommeil et réveil de la marque territoriale, via le monde touristique, en Pays Basque nord. Projet électoral et dans la foulée, mise en œuvre planifiée, en Pays Basque sud. Ce parallèle sert uniquement à illustrer un fait : la faiblesse institutionnelle d’un côté, la force d’une autonomie de l’autre. D’autres facteurs expliquent sans doute le décalage entre les deux situations, mais la carence institutionnelle est bien réelle. Le Gouvernement d’Euskadi a bel et bien lancé une « machine de guerre ».

6 mois après son accession au pouvoir, le Lehendakari Iñigo Urkullu annonce le 25 Juin 2013, la stratégie du « Basque Country ». Cela permettra d’ *« unir les efforts dans une même direction ».* Suite à la fin de la violence d’ETA, qui rendait inaudible une stratégie de marque territoriale, Iñigo Urkullu est persuadé que *« l’image d’une Euskadi accueillante et ouverte reviendra en force. C’est un avantage pour nous ».*

Le 08 Avril 2014, le Gouvernement Basque présente un plan détaillé, sur 3 ans et un investissement de 105 millions d’euros. L’image se construit sur les secteurs de pointe d’Euskadi : l’éducation, la santé, la culture et l’environnement. En 2013, le Lehendakari Urkullu affirmait : *“ le PIB basque est 7 points au-dessus de la moyenne européenne, nous sommes à la tête des pays européens, en matière d’espérance de vie, preuve de la qualité du service basque de la santé. Nous sommes également dans le peloton de tête, concernant le nombre de diplomés en sciences et technologies en Europe. L’euskara est une langue moderne, par sa présence dans les réseaux sociaux et internet, un positionnement dans le réseau qui ira en s’améliorant, avec la récente officialisation du domaine.eus”.*



Une trainière Basque Country, symbole d’ouverture séculaire du peuple basque
© www.irekia.euskadi.eus

6 grands objectifs

Le plan d’action extérieure 2014-2016 inclut 6 objectifs stratégiques, 19 lignes d’actions et 70 actions concrètes. Il faut projeter Euskadi dans le monde, avec entre autres, le lancement et la promotion de la marque, la célébration de 4 événements internationaux de grand impact, l’organisation de visites dans 5 pays ou régions prioritaires, pour tisser un réseau majeur entre partenaires stratégiques, assurer la participation d’acteurs basques dans au moins 25 programmes ou évémenents thématiques internationaux.

Le 2e objectif est d’actualité : contribuer au développement durable d’Euskadi, par sa promotion à l’extérieur. Cela implique la création de réseaux d’alliance avec au moins 8 régions stratégiques, au moins 6 accords de coopération avec des organismes internationaux (OEA, PNUD ou SEGB), pour diffuser des modèles et politiques publiques, dans les secteurs de l’industrie, la santé, l’urbanisme ou l’environnement, établir des relations stables avec au moins 100 institutions, ambassades et représentations consulaires pour garantir des liens institutionnels avec des pays stratégiques.

Le 3e axe concerne la participation d’Euskadi à la construction européenne, avec 60 sessions de travail entre acteurs basques et institutions européennes, financées via l’eurorégion Aquitaine-Euskadi, au moins 200 projets transfrontaliers, augmenter la participation des acteurs basques dans les programmes européens.

Le 4e axe consiste à intensifier les relations d’Euskadi avec la diaspora basque organisée. Cela concerne le développement du réseau Global Basque Network, liant les Communautés Basques, à l’extérieur, ou encore une base documentaire avec au minimum 200 témoignages oraux d’émigrants basques. Le réseau actuel des 187 Euskal Etxeak, réparti dans 25 pays, sera renforcé avec l’intégration d’au moins 10 centres supplémentaires.

Le 5e axe concerne la contribution d’Euskadi à la construction d’un monde plus juste et équilibré. Enfin, le 6e axe est centré sur l’efficacité et la qualité accrues de l’action extérieure d’Euskadi. La marque “ Basque Country ” accompagne évidemment chacune de ces initiatives.

A l’heure d’un débat institutionnel décisif, en Pays Basque nord, voilà une occasion supplémentaire de s’ouvrir à notre voisin d’outre-Bidassoa et d’observer l’évolution du “Basque Country”. Puis d’observateurs, devenir à notre tour, acteurs.

Beñat Oteiza

Histoire du nationalisme basque

L'évolution du Parti Nationaliste Basque (1960-1975) (IV)

La lutte contre la dictature franquiste

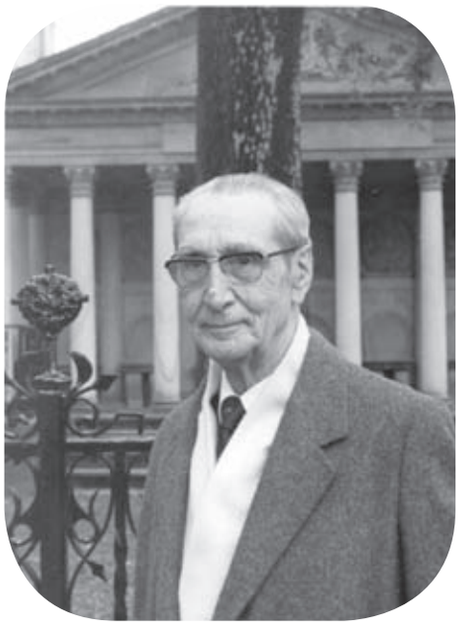
Le Parti Nationaliste Basque prend toute sa part dans les luttes du peuple basque contre le régime franquiste. Le procès de Burgos (décembre 1970) qui se termine par des peines de mort – heureusement commuées- contre six militants de l'ETA soulève l'indignation des démocrates du monde entier. Alderdi parle en février 1971 du *« spectacle honteux du Procès de Burgos ».* Le PNV participe aussi en octobre 1971 au « Gudarien Eguna » destiné à l'aide aux prisonniers basques (au nombre à l'époque de 200 environ).

Face à la féroce dictature franquiste, le PNV revendique pour le peuple basque la légitime défense, une notion universellement admise dans les pays démocratiques. Ainsi, lorsque l'industriel navarrais Felipe Huarte est enlevé et séquestré en 1972 par ETA, le PNV mentionne « les souffrances de Felipe Huarte et de sa famille » mais ajoute aussitôt : *« Souffrent également les centaines de Basques qui endurent des tortures et des peines de prison disproportionnées par rapport au délit d'avoir distribué des tracts réclamant les droits de l'homme reconnus dans tous les pays civilisés. »*

Les membres du PNV réagissent aussi face aux énormités proférées par l'école révisionniste néo-franquiste. Après avoir dans un premier temps nié l'existence même du bombardement de Gernika en 1937, les nouveaux historiens franquistes comme Ricardo de la Cierva affirment maintenant que l'aviation allemande partit d'Allemagne, bombarda Gernika et retourna directement en Allemagne ; Franco n'aurait pas été mis au courant. L'énormité de tels propos ne posait aucun problème aux « historiens » franquistes.

Le rejet du marxisme-léninisme

Si le PNV entend rester en phase avec la lutte des nouvelles générations, ce soutien ne va pas jusqu'à épouser les thèses marxistes-léninistes, de plus en plus répandues chez les jeunes à l'époque. Bien au contraire. Dans un



Le Lehendakari Leizaola, devant l'arbre de Gernika

important article de mai 1971, Alderdi précise que son idéologie est *« la dignité humaine dans la liberté ».* A l'inverse, le marxisme-léninisme est sévèrement condamné : il s'agit d'un *« totalitarisme où règnent la pauvreté et le silence…et qui instaure une bureaucratie verticale qui asphyxie l'homme de la même manière que le fait le fascisme franquiste ».*

L'avocate Gisèle Halimi avait écrit un livre sur le procès de Burgos. Jean-Paul Sartre en avait rédigé la préface, où transparaissait clairement l'idéologie marxiste-léniniste. Alderdi répond à ce dernier en mars 1972 : *« La lutte pour la justice sociale n'est pas l'œuvre exclusive du prolétariat : elle exige l'effort et la collaboration de tous…Les marxistes qui sont entrés dans ETA désirent capter et capitaliser la réaction populaire face aux répressions franquistes au bénéfice de leurs aspirations et de leurs buts. »*

La visite du lehendakari Leizaola en Bizkaye

Le PNV organisa parfaitement-à la barbe de la police franquiste- le voyage clandestin du lehendakari Jesús María Leizaola à Bilbao, Sukarrieta (sur la tombe de Sabino Arana) et à Gernika (où il présida une cérémonie sous le chêne) durant deux jours, à l'occasion de l'Aberri Eguna 1974. La presse internationale relata l'événement. Ce furent les militants d'Iparralde, le bidartar Primitivo Abad et l'uztariztar Eugène Goyheneche qui se chargèrent de l'organisation, Trini Goyheneche confectionnant pour sa part, les faux papiers qui permirent au lehendakari de déjouer les contrôles policiers à la frontière.

La fin de la dictature

Après l'attentat de Carrero Blanco (20 décembre 1974), on sentit que la fin du franquisme était proche, même si la mort du vieux dictateur ne se produisit qu'un an plus tard (20 novembre 1975). Dans les deux dernières années du régime, se produisirent des tentatives de regroupement de forces politiques opposées au franquisme, la « Junta Democrática » (dominée par le Parti Communiste Espagnol) en juillet 1974 et la « Plataforma de Convergencia Democrática » (dominée par le P.S.O.E.) en juin 1975. Si le PNV participa à quelques conversations, il ne s'unit cependant à aucun de ces deux regroupements.

L'amnistie décrétée par le Roi Juan Carlos le 25 novembre 1975 n'était que partielle. Il n'en restait pas moins qu'une nouvelle ère s'ouvrait, pour l'Espagne et pour le Pays Basque.

Jean-Claude Larronde

Le PP perd la majorité absolue, aux Cortes

Le PP gagne les élections avec 28,72%, 7 215 530 des voix et 123 sièges, le PSOE, 22.01%, 5 530 693 voix et 90 sièges, Podemos, 20.66%, 5 189 333 votes et 69 sièges, Ciudadanos, 13.93%, 3 500 446 voix et 40 sièges. En 4 ans, le PP passe de la plus forte majorité absolue au parti vainqueur ayant le plus faible majorité relative !

Ces élections générales en Espagne ont marqué la fin d'une époque : celle du bipartisme des partis traditionnels du PSOE et du PP qui alternaient au pouvoir depuis les années 90, suite au règne du socialiste Felipe Gonzalez dans les années 80. Le temps des grands pactes de gouvernement est arrivé. Les optimistes diront que la démocratie espagnole se renforce avec un nécessaire esprit de dialogue qui faisait tant défaut aux partis gérant des majorités absolues ou de larges majorités. Les pessimistes diront que l'Espagne devient ingouvernable. L'avenir dira la direction prise par ce pays et l'installation durable ou non de 4 partis espagnols en capacité de construire des majorités. Est-ce la conséquence éphémère d'une période trouble ou l'entrée dans une nouvelle époque, où les citoyens deviennent plus exigeants à l'égard de leur classe politique ? Une chose est certaine : la classe politique devra regagner la confiance des citoyens par des mesures anti-corruption crédibles et par une conduite éthique irréprochable. Cela se joue sur du moyen terme, puisque cette mandature sera encore marquée par de nouveaux épisodes concernant les grandes affaires judiciaires en cours, comme Gurtel et Barcenas. Sans compter le risque de nouvelles affaires touchant d'anciens dirigeants des deux grandes formations politiques. La lutte contre la crise sociale est le deuxième grand défi de cette mandature. Elle dépasse la crise économique, même si elle en est la conséquence. Comment vivre décemment avec 600€ ou 800€ par mois, pour un jeune ? Que faire pour obtenir un logement ?

EAJ-PNB réalise son objectif : maintenir son groupe parlementaire

La vague du changement a également touché la Communauté Autonome Basque, avec l'irruption de Podemos qui obtient 5 députés et totalise le plus grand nombre de voix, en Euskadi. Des formations espagnolistes, comme le PSOE, en 2008, l'ont déjà emporté lors de ce scrutin. L'enjeu principal se situant à Madrid, même des électeurs traditionnellement abertzale optent pour les partis jugés les meilleurs pour Euskadi ou pour sanctionner le parti au pouvoir. Comme en 2008, un vote anti-PP a conduit à l'option de Podemos, cette fois. Sans autosatisfaction excessive, EAJ-PNB demeure le parti traditionnel majeur qui résiste le mieux à la poussée des partis récemment créés. Avec 6 députés au Congrès des députés, EAJ-PNB réalise son principal objectif : maintenir un groupe parlementaire et même le renforcer avec un député supplémentaire, par rapport à la législature antérieure. Podemos a probablement grignoté des voix à EAJ-PNB, mais a surtout siphonné EH Bildu et le PSOE. Podemos a également bénéficié de son discours d'ouverture sur une Espagne plurinationale. La formation mauve obtient ses meilleurs résultats, en Communauté Autonome Basque, en Navarre, en Catalogne, en pays valencien et en Galice !

En Navarre, la coalition UPN-PP obtient 2 députés, mais perd des soutiens. Podemos obtient également 2 députés et empêche EH Bildu et Geroa Bai d'en obtenir. Le dernier député revient au PSN. Pas d'élus abertzale en Navarre.

Ce résultat de Podemos interpelle l'ensemble des autres formations politiques. Tout le monde reconnaît qu'Euskadi vit une situation économique et sociale meilleure que dans le reste de l'Etat. Cela est dû en partie à une gestion efficace et ambitieuse des institutions par EAJ-PNB. Mais alors que des mesures de moyen terme, comme l'appui à l'innovation et une gestion rigoureuse caractérisent l'action d'EAJ-PNB, les citoyens sont pris dans le tourbillon médiatique du quotidien et des déclarations choc. Un effort de pédagogie accru et une capacité à définir un programme enthousiasmant occuperont la formation jeltzale, dans les prochains mois et la perspective des élections autonomiques, en automne 2016.

CAB	EAJ-PNB		EH Bildu		Podemos		PSE-EE		PP		C's	
2015	301 585	24.93	183 611	15.18	316 441	26.16	161 466	13.35	141 556	11.70	49 887	4.12
2011	324 317	27.72	285 290	24.39			255 013	21.80	210 797	18.02		
2008	306 128	27.61					430 690	38.85	209 244	18.87		

Nafarroa	GeroaBai		EH Bildu		Podemos		PSN		UPN-PP		C's	
2015	30 554	8.68	34 855	9.90	80 961	22.99	54 700	15.53	101 901	28.93	24 815	7.05
2011	42 411	12.84	49 100	14.86			72 656	22.00	126 101	38.18		
2008	62 398 *	18.39					117 920	34.76	133 059	39.22		

Quelques observations :
- la gauche abertzale était absente du scrutin de 2008 et concourait sous le sigle d'Amaiur lors du scrutin de 2011.
- Podemos et Ciudadanos étaient absents des élections de 2008 et 2011.
* en 2008 les forces abertzale étaient unies sous le sigle de Nafarroa Bai, en Navarre.

Bizkaia	EAJ-PNB		EH Bildu		Podemos		PSE-EE		PP		C's	
2015	182 245	28.14	81 552	12.59	170 317	26.30	84 643	13.07	74 279	11.47	25 000	3.86
2011	208 683	32.99	122 796	19.41			136 853	21.63	113 401	17.93		
2008	196 242	31.63					233 371	37.62	116 110	18.72		

Gipuzkoa	EAJ-PNB		EH Bildu		Podemos		PSE-EE		PP		C's	
2015	91 043	23.66	80 880	21.02	97 859	25.44	51 530	13.39	33 668	8.75	14 419	3.75
2011	83 703	22.64	130 055	35.18			78 462	21.22	51 362	13.89		
2008	77 903	24.32					127 840	39.91	47 858	14.94		

Araba	EAJ-PNB		EH Bildu		Podemos		PSE-EE		PP		C's	
2015	28 297	15.95	21 179	11.94	48 265	27.20	25 293	14.25	33 609	18.94	10 468	5.90
2011	31 931	19.06	32 439	19.37			39 698	23.70	46 034	27.48		
2008	31 983	19.04					69 479	41.36	45 276	26.95		

Une campagne énergique de proximité

Voici quelques extraits de temps forts de la campagne et de la soirée électorale d'EAJ-PNB







Les 6 députés d'EAJ-PNB

Pour la Biscaye :



Aitor Esteban



Pedro Azpiazu

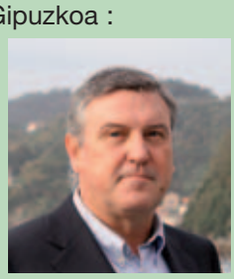


Pilar Ardanza

Pour le Gipuzkoa :

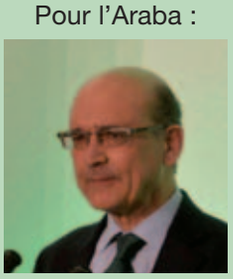


Joseba Agirretxea



Iñigo Barandiaran

Pour l'Araba :



Mikel Legarda

LEMA
LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !
Euskal iritzi hilabetekaria /
Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers karrika - 64100 BAIONA/BAYONNE
Tél. 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directrice de la Publication / Agerkariaren zuzendaria :
Txaro Goikolea

Arizmendi Inprimategia - Geltoki plazan, Donibane Garazi
Imprimerie Arizmendi, Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
N° CPPAP 0618 P 11238

EAJ/PNB ren berriak jarrai ezazue /
Suivez l'actualité d'EAJ/PNB sur : **www.eaj-pnb.eus**

ARGIBIDEAK ETA HARPIDETZA RENSEIGNEMENTS ET ABONNEMENT
25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@eaj-pnb.eu - site : http://www.eaj-pnb.eu
Lan tenoreak / Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

URTEKO HARPIDETZA / ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Présidents des Herri Buru Biltzar :
Ipar Lapurdi / Labourd Nord : **Alain Massonde** 06 10 27 50 58
Baxe-Nafarroa-Xiberoa / Basse-Navarre-Soule : **Jean-Michel Iribarne**. Hendaia / Hendaye : **David Navarro**.
Lapurdi Barnekalde / Labourd intérieur : **Peio Etxeleku**. Donibane Lohitzun / Saint-Jean-de-Luz : **Koldo Etxebarria**.

IMPRIM'VERT®
Arizmendi inprimategia
D. Garazi - RCS B 410 647 986